

.....

MOUVEMENT CITOYEN

.....



Mouvement citoyen



Assemblée citoyenne



Parlement

“Agora est un mouvement politique citoyen.”

C'est ainsi que ses membres le décrivent le plus souvent. Il y a assurément bien des manières de définir ce qu'est Agora, bien des récits pour raconter sa naissance, des histoires et anecdotes pour transmettre ses multiples facettes.

Une chose est sûre, nous ne pouvons faire fi de vous en partageant une.

Car, plus qu'une expérience pilote d'organisation d'assemblées de citoyen·ne·s tiré·e·s au sort, Agora est avant tout une aventure humaine. Celle d'un pari, une impulsion, une envie d'oser expérimenter une démocratie plus inclusive, plus diversifiée, plus agile, plus collaborative, plus audacieuse. Celle de l'audace d'entrer dans un jeu que l'on critique pour tenter d'en déjouer les travers et d'en modifier les règles. Celle de la rencontre et l'alliance d'une centaine de personnes qui ont cru en un même projet de société et ont permis à un projet "utopique" de voir le jour en Belgique.

L'intention de cette publication est de transmettre à d'autres le message que « *Oui, c'est possible !* », que la démocratie peut évoluer et être améliorée sous l'impulsion des citoyen·ne·s. Au terme de son aventure, Agora peut fièrement affirmer qu'en effet, c'était possible. Mais elle ne peut le faire que parce qu'une poignée de personnes y ont cru suffisamment six ans auparavant... et qu'elles sont parvenues à passer de l'intuition à l'idée concrète et de l'idée à l'action collective.

Ce chapitre nous replonge, le temps de quelques pages, dans cette incroyable aventure, racontée par quelques-unes des personnes qui l'ont vécue. Merci à elleux pour leurs partages.



Bénévoles d'Agora en campagne électorale régionale



D'une idée à un mouvement

Au départ, il y avait deux amis à une soirée slam et l'idée que ça ne va pas...

L'aventure d'Agora débute un soir de décembre 2017, à la sortie d'une soirée slam. Nous sommes un an et demi avant les élections fédérales et régionales de juin 2019. Énergisés par les textes qu'ils viennent d'entendre, David et un ami partagent le peu d'enthousiasme de voir arriver ces élections qui ont perdu de leur sens, de leur force. Très vite, tous deux font le constat que « la politique comme elle fonctionne maintenant, ça ne va pas ».

« Le politique n'est pas à la hauteur des enjeux de société qui se présentent et l'impression que quoi qu'on vote aux élections, cela ne va pas suffire à être à la hauteur. Alors que des expériences ont montré que, quand on leur en donne les moyens, des citoyen·ne·s qui ont délibéré pendant longtemps peuvent parvenir à prendre des décisions, même impopulaires, avec un souci de l'intérêt général et du long terme. »

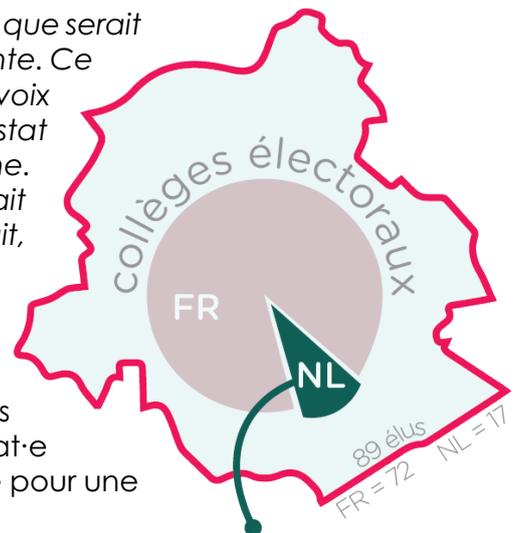
Tous deux sont convaincus qu'il faut redonner du pouvoir aux citoyen·ne·s, mais que les partis politiques, tels qu'ils existent aujourd'hui, ne vont jamais permettre d'avancer dans ce sens-là. « On ne va tout de même pas créer un parti politique ! » Ou alors... « Un parti, pas dans le sens de parti politique, mais plutôt quel pavé dans la mare pourrait être jeté, sans être entièrement dans le système politique, mais pas non plus totalement en dehors. »

« Tiens en fait s'il y avait un élu qui parlait au nom de citoyen·ne·s, mais qui montrait un autre possible à une échelle embryonnaire, est-ce que ça ne dérangerait pas plus que si c'était une association qui a un subside pour faire ça ? »

La stratégie se dessine : utiliser les règles du jeu en place, c'est-à-dire se présenter comme un parti pour obtenir des élu·e·s dont le rôle serait de défendre les positions élaborées par les citoyen·ne·s elles et eux-mêmes.

... et très vite, une stratégie concrète qui se dessine

« Finalement, on est très vite arrivés à l'idée concrète de ce que serait Agora. La question du "comment" était directement présente. Ce soir-là, on a fait ce calcul pour voir combien il faudrait de voix pour obtenir un·e élu·e au Parlement bruxellois et le constat qu'on pourrait tenter d'avoir un siège côté néerlandophone. Il y a 89 sièges, autant d'électeurs et électrices, cela fait environ 3500-4000 voix nécessaires. On s'est dit qu'en fait, là, y avait un possible... Alors, on a tout de suite regardé ce que le fait d'avoir un·e élu·e rapporte comme argent, comme temps humain pour mettre en œuvre du participatif. Y'avait un objectif atteignable et des moyens pour y arriver ensuite. » La stratégie se dessine plus clairement : se présenter aux élections avec un·e candidat·e sur une liste néerlandophone, car il faut moins de voix que pour une liste francophone.



Liste Agora !

Illustration de la proportion de représentant.e.s néerlandophones au Parlement bruxellois

« L'ambition était de montrer une expérience positive, en la testant dans les meilleures dispositions possibles. Cela visait tant à convaincre les citoyen·ne·s qu'à déranger le politique. »

Ce participatif, sans être très précis, ils l'imaginent un peu dans l'idée d'un deuxième Sénat, comme le propose David Van Reybrouck dans son livre "Contre les élections". « On avait cette idée qu'il fallait donner un vrai pouvoir à des citoyen·ne·s à qui on donne vraiment du temps, donc ni du

greenwashing participatif où, à la fin, des politicien·ne·s font exactement ce qu'ils veulent, ni de la consultation, même avec du pouvoir, mais qui ne donne pas des moyens, c'est-à-dire du temps, de l'information, du défraiement, etc. Et donc tout ça, c'était déjà présent ce premier soir. »

Pour son ami, cette discussion restera un bel échange de fin de soirée. Mais pour David, l'envie de ce challenge persiste. Il en parle à plusieurs de ses connaissances, préoccupées elles aussi par ces enjeux démocratiques. Pour mille bonnes raisons, la plupart ne sont pas prêt·e·s à s'engager, seul Olivier embarque et convainc deux autres de leurs amis, Yann et Martin, d'y penser avec eux. Ensemble, ils définissent les balises du projet : « *Si on veut le lancer, ça serait quoi la prochaine étape ?* ».

Mettre le projet à l'épreuve

Le quatuor décide de challenger l'idée, de vérifier si elle a du sens en allant interroger quelques personnes : des mandataires politiques et des acteurs académiques qui partagent le constat d'un besoin de renouveau démocratique.

Ils prennent aussi quelques contacts avec le Parlement bruxellois pour mieux comprendre les règles pour se présenter aux élections et voir la possibilité d'institutionnaliser une Assemblée composée de citoyen·ne·s tiré·e·s au sort qui auraient un pouvoir législatif.

Trouver d'autres personnes prêt·e·s à embarquer dans l'aventure

Fin février, début mars 2018, les quatre invitent leurs ami·e·s à une première soirée lors de laquelle ils présentent leur idée (avec des balises, un début de structure et une proposition d'organisation). « *Là encore, on n'est pas reparti d'une grande discussion autour de ce qui ne nous plaisait pas dans la démocratie, etc. Non, on a présenté notre idée, notre projet. C'était déjà très concret. Et je pense que c'est ce qui a plu aussi et qui a fait que des personnes se sont engagées. Les gens se sont rassemblés autour d'un projet, plus qu'autour d'une vision politique.* » La plupart des personnes invitées s'engagent à leurs côtés et resteront jusqu'à la fin de la campagne politique.

« Le message est déjà : on se prépare aux élections pour avoir un·e élu·e dans l'hémicycle. »



Lancement officiel du mouvement au Beurschouwburg - septembre 2018

Objectif : créer un mouvement citoyen avec un pied dans l'hémicycle pour porter les propositions construites par des assemblées citoyennes

Balises :

- viser le niveau régional,
- mettre sur pied une Assemblée Citoyenne,
- un·e élu·e parlementaire qui rapporte les propositions citoyennes sans pouvoir de décision,
- l'importance de l'inclusion,
- un groupe comm' qui doit anticiper la campagne.

Organisation :

- quatre groupes de travail (qui se réunissent chaque semaine) :
 - > finances
 - > COM
 - > relex (relations extérieures)
 - > méthodo
- un groupe coordo, composé d'un·e membre de chaque groupe de travail pour partager les informations entre les quatre groupes.

L'esprit "Mouvement" dans la manière de s'organiser

Durant la soirée, chacun·e se répartit dans les quatre groupes et chaque groupe élit une personne locomotive. « On leur a dit : "Voilà, maintenant, on vous propose de vous mettre dans quatre groupes et dans chaque groupe, même si vous ne vous connaissez pas, vous choisissez la meilleure personne qui pour vous sera la locomotive. Si ces groupes n'existent pas, on n'avance pas." Alors, à la fois, on a tout de suite proposé une structure, mais on était aussi tout de suite dans un lâcher-prise. » Chaque personne locomotive dispose alors d'un mandat, écrit en trois lignes, qui lui confère des responsabilités claires.

« Ça aussi, je pense que ça a plu à des gens qui se sont dit :

"Ben oui, il y a un projet, mais en fait je peux m'y impliquer pleinement et on me propose tout de suite de prendre un rôle, ok. Ben je suis un peu gêné·e, mais ok ça me va". »

Ce fonctionnement horizontal, inspiré de méthodes de sociocratie, n'a pas non plus fait l'objet de grandes discussions. C'est la proposition méthodologique des quatre compères qui voulaient une autonomie des groupes de travail. « Pour la plupart des gens, c'était une découverte. Ça symbolisait bien le côté vraiment "mouvement", où chacun·e a son mot à dire et où c'est clair où on peut le dire et comment. »



Une mise au vert du mouvement

On échafaude l'opérationnalisation du projet

Par la suite, les quatre groupes de travail ont commencé à travailler. Ils ont défini leurs objectifs, leur calendrier ; toujours dans l'optique de construire le projet.

- ♦ **La COM** a commencé à élaborer la campagne, a défini les réseaux et supports à utiliser. Mais pour ça, elle avait besoin d'avoir les apports de la méthodo pour savoir comment expliquer le principe des assemblées, etc.
- ♦ **Le groupe méthodo** a dessiné ce que devrait être une assemblée, sa durée idéale, etc. et s'est renseigné sur les différents modèles d'assemblée existants. Petit à petit, c'est devenu plus concret : il a croisé les envies et les moyens disponibles pour que ce soit réaliste. Le défraiement des assemblistes, par exemple, a été élaboré en connaissance des moyens financiers qui seraient alloués à l'élue. Le groupe visite le Parlement pour envisager les différentes salles disponibles. Ce groupe a été l'un des plus prisés, vu son sujet innovant et au cœur du projet.
- ♦ **Le groupe financier** a exploré les manières de récolter de l'argent et élaboré les tableaux financiers pour voir, avec un·e élu·e, combien on peut mettre de côté, ce qui est légal pour reverser de l'argent et ce qui est pratiqué dans les autres partis. Ce groupe a également pensé les aspects juridiques, comme le fait d'avoir une asbl pour être payé ou encore rentrer des demandes de subsidiation (qui n'ont pas abouti à cause du caractère politique du projet).
- ♦ **Le groupe relex** (relations extérieures) s'est quant à lui donné pour mission de vérifier l'intérêt de se présenter. Il a interrogé chaque parti politique sur sa vision de la participation. *« C'était assez clair qu'on allait se présenter comme parti, mais c'est un peu comme si on voulait leur donner une chance. S'ils avaient eu dans leur programme la même vision de la participation que nous, alors on n'aurait pas besoin de se présenter. Et vu que c'était assez décevant, qu'aucun programme ne voulait donner un pouvoir réel aux citoyen·ne·s, alors ça justifiait notre projet qu'un petit poucet les pousse dans le dos. »*

En juin 2018, l'asbl Reboot Democracy est créée, comme structure juridique du mouvement Agora. Celle-ci promeut la participation citoyenne, notamment par tirage au sort, et stimule sa mise en œuvre au niveau institutionnel. Plus concrètement, cette structure permettra le financement et la gestion de l'assemblée tirée au sort à Bruxelles. Elle sera financée par les parlementaires Agora, qui verseront plus de deux tiers de leur salaire à l'asbl, ainsi que par d'autres dons et subsides.

Agora, un mouvement ou un parti ?

« A quatre, on n'était pas encore un mouvement, mais on savait qu'on voulait faire un parti, mais c'était un moyen et pas l'idée première. Le mouvement s'est construit petit à petit... mais avant de prendre la casquette de parti. » Une fois les groupes lancés, le travail enclenché, de nouvelles personnes se sont ajoutées, toujours via des personnes déjà impliquées, et dans un cadre assez clair : développer des assemblées citoyennes tirées au sort dont les propositions seraient défendues au Parlement par un·e élu·e. *« On a accueilli ces nouvelles personnes séduites par l'idée du mouvement citoyen, mais en leur expliquant bien qu'on devait avancer, qu'on avait un timing. Certaines étaient surprises qu'on ne puisse plus remettre le projet en question. On leur a expliqué pourquoi on avait fait tels choix, on a écouté pourquoi iels feraient autrement, mais en leur disant bien qu'il y avait peu de chances qu'on change de voie à ce stade-là. Sinon on prenait le risque d'être en retard et on aurait dû attendre les élections suivantes, donc cinq années plus tard. »*

En septembre 2018, le mouvement se lance officiellement lors d'un évènement organisé au Beurschouwburg, un centre des arts situé au cœur de Bruxelles. Ce n'est que quelques mois après que l'idée de se présenter aux élections est confirmée et annoncée officiellement : Agora se présente alors comme "un mouvement politique citoyen". Entre les premiers échanges et l'annonce de la création du parti, 18 mois se sont écoulés.

Une date est arrêtée pour composer la liste de manière cohérente avec les objectifs du projet original : le mouvement met au point une méthode complexe qui articule l' "élection sans candidat·e" pour les premiers noms de la liste et le tirage au sort pour les suivants. Le choix des têtes de liste, obligatoire pour respecter les règles électorales, s'est révélé être plus qu'une formalité.



Illustration de l'élection sans candidat·e qui définit les premières places de la liste électorale

« On était dans notre idée que chacun·e serait à tour de rôle interlocuteur·rice pour les médias, que les têtes de liste iraient une fois sur dix, mais pas tout le temps. Mais on a senti que les médias, eux, voulaient parler aux têtes de liste et que si on ne changeait pas nos idées, on ne serait pas relayés, ni visibilisés. On a dû accepter qu'il fallait se fondre dans le modèle qui ne faisait pas sens pour nous. Et une fois les têtes de liste connues, les médias et la population ont commencé à leur demander quelles étaient leurs idées, leur idéologie, alors que pour nous ça n'était pas du tout ce qui importait. » Cette manière de faire a attiré la curiosité des médias.

En février 2019, Agora lance via l'asbl Agora.Brussels une récolte de dons pour financer sa campagne.

Devenir un parti, ça change les choses... ?

« Le fait d'être un parti, pour le mouvement, sur le fond, ça n'a pas changé les choses... mais sur la manière, oui. »

Ce qui a vraiment été différent, c'est qu'à partir de là, pendant les 5 mois et demi du début de l'année 2019, le mouvement est passé en mode "campagne". « Il n'y avait plus tellement de choses à penser. Le GT méthodo s'est mis en pause et les autres GT sont passés à l'action. Le GT financement n'était plus en train de réfléchir à comment trouver des financements, il était en train de mener un crowdfunding (pour financer la campagne). La COM n'était plus en train de faire un plan de COM, mais tournait des vidéos et d'autres choses. On était en campagne, seul·e ou avec d'autres. » A ce moment-là, l'investissement personnel de chacun·e a été différent : certain·e·s se sont donné·e·s intensément, d'autres 1 ou 2h par semaine.

Une campagne de soirées "tupperware"

« C'est la méthode qu'Agora a choisie et selon moi, c'était hyper adapté à ce qu'on cherchait. » Durant 5 mois, plusieurs membres d'Agora ont proposé à des proches, des connaissances, des soutiens d'inviter des personnes de leurs réseaux à passer une soirée chez elleux et découvrir

le projet d'Agora. « Il fallait bien 1 ou 2h pour le faire. Les gens étaient surpris que le projet politique qu'on portait, était amené de manière participative : on leur faisait vivre un débat en "bocal à poissons", il y avait des interactions... Les gens étaient aussi pris par la façon dont ça se passait. C'était un public un peu intellectuel, mais il fallait tout ce temps-là pour convaincre. Il y avait tellement de freins : ça paraissait souvent absurde d'aller voter pour un parti qui dit qu'il n'a pas de programme politique au sens classique, que vos idées pour la ville c'est peut-être l'inverse qui va sortir des assemblées... Il fallait beaucoup de temps pour expliquer, mais j'ai l'impression qu'avec ce format-là, on en a convaincu beaucoup. » A la fin de la soirée, la personne d'Agora posait la question : « Si ça vous a convaincu, que pouvez-vous faire ? » Et dans les réponses, il y avait « organiser une autre soirée Tupperware dans un autre de vos cercles ». Et cela a fonctionné. Finalement, Agora a eu beaucoup de demandes et a pu se présenter dans bien des cercles différents.

En parallèle, les mêmes soirées sont organisées dans des cafés privatisés : les "Agora Cafés". L'enjeu de ces moments est à la fois de convaincre de l'intérêt démocratique des assemblées, mais aussi de transmettre des informations pratiques : par exemple, expliquer aux francophones comment iels peuvent voter dans la circonscription néerlandophone pour obtenir l'élu-e d'Agora.



Agora Café - moments organisés pour découvrir les propositions d'Agora

Pepijn est élu... et Agora ouvre un nouveau chapitre !

Agora décroche un siège, à quelques dizaines de voix près. Pepijn Kennis, qui était tête de liste d'Agora, est élu ! « C'est là que tout a changé. Si Agora a connu un tournant dans son histoire, c'est à ce moment-là. »



Interview de Pepijn Kennis par Bruzz



Les assemblées citoyennes et le travail parlementaire

L'aventure qui s'ouvre est d'un nouvel ordre.

La mission change complètement. Il ne s'agit plus d'obtenir un élu, mais de mettre en place des assemblées citoyennes. Les réalités logistiques évoluent aussi : Agora, en tant que groupe parlementaire, bénéficie de locaux, ainsi que de moyens financiers.

Des personnes sortent épuisées de la campagne. Certaines estiment que le but est atteint et quittent l'aventure. D'autres rejoignent le mouvement pour porter ces assemblées. Le mouvement, constitué auparavant uniquement de bénévoles, engage et assume un rôle d'employeur (un temps plein et sept mi-temps). *« C'est certainement là aussi qu'on a commis quelques erreurs, dans une vision naïve de l'autogestion où on leur a dit : "Nous non plus on ne sait pas comment ça marche, alors allez-y, tentez !". Il y avait aussi certainement un peu d'amateurisme : on les a accueilli·e·s sans prendre le temps de leur transmettre la vision, le sens de ce qu'on portait. On leur a juste donné une mission, dit ce qu'il fallait faire. »*

Cette étape a aussi été marquée par une des peurs présentes de manière très forte dans le mouvement : la crainte communautaire qu'Agora soit un mouvement francophone qui utilise un mandat néerlandophone. *« Comme le mouvement était davantage francophone, on s'est dit que l'équipe parlementaire de l'élu devait être entièrement bilingue pour laisser la possibilité à chacun·e de s'exprimer dans sa langue. Cela a eu pour conséquence que plusieurs personnes du mouvement qui avaient postulé pour endosser ces missions ont été mises de côté directement, de manière stricte. Ce qui n'a pas été terrible en termes de continuité. »*

De nombreux challenges et un besoin de (re)créer un fonctionnement collectif

Les choses sont aussi allées très vite. Il a rapidement été décidé d'engager des facilitateur·rice·s pour désigner et organiser les assemblées. D'autres personnes bénévoles du mouvement ont été engagées pour d'autres tâches. Nous étions en septembre, la première journée d'assemblée était programmée pour novembre. Tout était à faire.

« Les autres personnes du mouvement qui étaient impliquées jusque-là ne pouvaient pas être tout le temps présentes et plusieurs personnes porteuses ont décroché, ce qui individuellement n'est pas grave, mais collectivement, crée un grand décalage. » Dans le même temps, de nombreuses autres personnes sont arrivées. L'équipe chargée des assemblées a lancé un appel pour trouver des personnes en capacité de les faciliter. Elle a reçu une quarantaine de réponses, dont des professionnel·le·s de la facilitation. *« Il y avait un vrai engouement pour les assemblées. C'était beau à voir. Plein de gens voulaient s'y investir, les soutenir... aussi parmi celles et ceux qui avaient été impliqué·e·s dans la campagne et qui étaient toujours là. Mais chacun·e a rejoint pour un aspect spécifique : la traduction, la facilitation, le babysitting, etc. Je ne parlerais donc pas d'un second mouvement qui s'est relancé, même si les assemblées étaient tout de même fédératrices. »*



Tableau de post-its générés durant une mise au vert du mouvement

Il a fallu aussi créer un cadre pour l'action parlementaire et soutenir le travail de Pepijn au sein du Parlement bruxellois. « La plupart des employé·e·s étaient assez jeunes et n'avaient aucune expérience de la fonction parlementaire. Et nous avons mis toute une série de balises pour que Pepijn ne soit pas le chef, ni le coordinateur de l'équipe parlementaire. Mais du coup, une toute nouvelle équipe, dans un nouveau rôle, pour construire des assemblées qui n'avaient encore jamais été testées..., je pense qu'on n'a pas pris la mesure et qu'en fait, c'était trop. »

Par la suite, après la première assemblée, un besoin de revoir la gouvernance s'est imposé et une partie des membres bénévoles du mouvement a laissé la main aux travailleur·se·s pour la redéfinir.

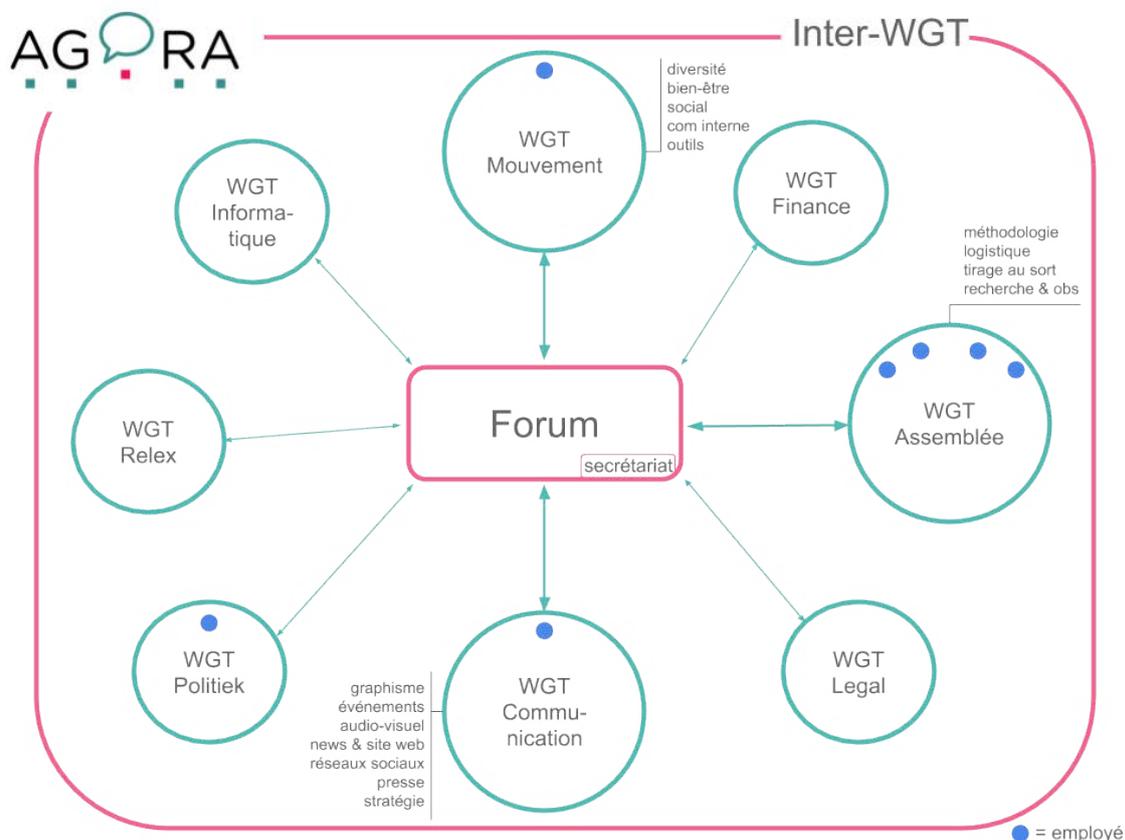
Le choix de la sociocratie

Déjà en partie présente dans la manière de fonctionner du mouvement, une fois l'équipe permanente mise en place, le modèle de la sociocratie est affirmé comme modèle de gouvernance. Un choix assez cohérent avec le projet défendu par Agora : cette approche prône la collaboration entre des personnes aux regards divers, prévient la constitution d'une hiérarchie au profit d'une horizontalité, invite à développer une réelle écoute des autres tout en osant partager ses objections et dépasser ses a priori.

L'idée était de conserver un fonctionnement agile, en identifiant ou répondant à des besoins et en créant les espaces utiles pour leur donner une réponse. Des groupes de travail sont créés, évoluent et disparaissent en fonction des besoins. Ils comprennent une, deux, trois, dix personnes selon l'intérêt, les compétences, l'importance de la tâche ou la vitesse à laquelle elle doit être effectuée. Le cadre utilisé pour les assemblées est de mise : bienveillance, écoute, souveraineté, prise de décision par consentement.

Un des grands défis - et des plus grands échecs - a été de vouloir prendre en compte les différents rythmes à l'oeuvre dans le mouvement : au sein des Assemblées et du Parlement, entre bénévoles et permanent·e·s, entre la coordination et les groupes de travail, entre les bénévoles de la première heure et ceux arrivé·e·s ensuite, etc.

« Ceux qui avaient l'expérience de cette approche s'empêchaient parfois de la mettre au service du groupe pour permettre à celles et ceux qui la découvraient de s'en imprégner, de se l'approprier. Parfois, on utilisait la gestion par consentement pour prendre des décisions peu importantes, ce qui rendait les réunions longues et fastidieuses. » Choisie pour son caractère inclusif et accueillant, involontairement, la sociocratie s'est révélée être une difficulté pour certain·e·s qui n'avaient pas cette culture et ont eu du mal à se l'approprier. La sociocratie n'a donc pas été vécue comme une force par tout le monde au sein du mouvement, même si elle semblait évidente.



Organigramme d'Agora mis en place après les élections

Un processus d'empowerment au sein et en dehors du mouvement

C'est pourtant ce choix de fonctionner en intelligence collective qui a permis au mouvement d'être ce qu'il est et d'accomplir ce qu'il a accompli.

« Les outils que l'on a utilisés ont constamment évolué en fonction des besoins et du déploiement de chacun·e. Les personnes impliquées dans l'organisation ont vécu un vrai processus d'empowerment, de la même manière que l'on voulait que les assemblées le soient. C'était grisant de sentir qu'on était des citoyen·ne·s, actif·ve·s ! C'est ce mode de pilotage qui nous a permis de garder les balises et garde-fous tout au long de l'aventure, malgré plusieurs enjeux : le groupe qui grandissait, le besoin de nouveaux objectifs à chaque fois que le dernier était atteint, etc. »

Le mouvement a constamment cherché à trouver un équilibre entre "être efficace" et "être inclusif", permettre à tout le monde de trouver sa place, dans une organisation qui se voulait horizontale. « On n'a jamais prétendu être parfait·e·s. Loin de là. On a raconté les obstacles qu'on rencontrait. On a analysé chaque étape : comment on a géré, ce qu'on aurait pu faire avec le recul. » Agora, c'est une expérimentation. Et le mouvement veut que son aventure puisse servir à d'autres. Elle a mis à disposition tous ses documents internes de fonctionnement, comme boîte à outils disponible pour toute personne qui voudrait s'en inspirer.

Au final, des centaines d'Agori

L'aboutissement de la première assemblée marque une nouvelle étape de renouvellement de celles et ceux qui composent le mouvement Agora. Au fil des 6 années qu'a duré l'aventure, le mouvement a été en constante évolution, avec une érosion progressive.

Le mouvement a compté au cours de son existence des centaines de personnes et des milliers de sympathisant·e·s. Durant le mandat politique, quatre assemblées citoyennes et des centaines d'interventions parlementaires ont eu lieu. Le mouvement a organisé des événements, tels que les Festivals Democrakwa ou le marathon de la démocratie qui réunissaient notamment des personnes et collectifs porteurs d'innovations démocratiques. Chaque événement a permis à de nouvelles forces vives de rejoindre le mouvement. Mais peu à peu, il y a eu moins de nouveaux, et plus de départs. Il est difficile de donner une explication simple à ce phénomène progressif : un décalage d'énergies entre les bénévoles et les employé·e·s, la bureaucratie du Parlement, le manque de vision à long terme, la lenteur des changements institutionnels et de l'action politique...

A l'approche de la fin du mandat : stop ou encore ?

« Au moment de choisir de se présenter aux élections, la suite n'était pas connue. Le rêve était que ça influence la vision de certain·e·s citoyen·ne·s pour qu'ils trouvent ça intéressant et de certain·e·s politiques pour que, soit par choix, soit en se sentant un petit peu poussé·e·s, iels adoptent des règles dans ce sens-là. On n'avait pas imaginé l'après. »

Dès 2022, un GT "rêves" a été mis sur pied. Sa mission consiste à se poser la question du futur avec, entre autres, la perspective des élections de 2024. Consacre-t-on notre énergie des 12 derniers mois à relancer une campagne, à poursuivre les assemblées ou s'arrête-t-on ici ? Le mouvement s'est réuni plusieurs fois lors de journées de travail collectif. Des propositions ont été discutées, débattues : continuer ou pas l'action parlementaire, les assemblées ? Quel format donner à ces actions ? Comment impliquer les assemblistes ? Se tourne-t-on vers des actions de désobéissance civile ? Soutient-on d'autres assemblées ?

En octobre 2022, il a été décidé de mettre l'accent sur l'action parlementaire pour porter un maximum de recommandations des assemblées au sein du Parlement. Un temps de réflexion sur l'impact des assemblées et l'évolution du modèle a été lancé. Il a débouché sur une proposition d'Assemblée Citoyenne idéale¹ que Pepijn a déposée devant le Parlement. En 2023, aucune assemblée n'est organisée pour poursuivre le suivi parlementaire des propositions élaborées par les quatre assemblées citoyennes.

La réflexion sur la poursuite de l'aventure d'Agora se clarifie.

« Si on se représente et qu'on a deux élu·e·s, est-ce qu'on voit un moyen pour atteindre ce rêve de donner plus de pouvoir aux citoyen·ne·s ? Non. Bon, ben on s'arrête. »

Le constat a aussi été qu'il n'y avait plus assez d'énergies au sein du mouvement pour porter une seconde campagne. Le choix a donc été fait de ne pas se présenter aux élections régionales.

Dans le même élan, le mouvement a décidé d'ouvrir un nouveau chantier : faire trace de l'expérience des 4 dernières années. Plusieurs moments de travail collectif ont été organisés, dont des soirées au coin du feu. Cette publication en est l'aboutissement.

Le mandat régional est arrivé à sa fin. Le mouvement Agora.brussels n'a pas continué. David ne voit pas la fin de l'aventure comme un échec. *« On a pu jouer notre rôle de petit caillou plus que souhaité. »* Le projet n'était pas de faire un parti, ni de mener des assemblées citoyennes indéfiniment. *« A la base, dans notre groupe de quatre, il y avait une vision de la société assez radicale en effet. Une envie d'arrêter les privilèges à plein de niveaux, peut-être qu'il ne faut plus d'élections tout court, mais un demi-Parlement... mais ça, ce truc-là d'avoir un élu et des assemblées, il est entendable. C'était une stratégie au service d'un projet. Ce n'était pas*

¹ Dont le texte est consultable via <https://www.assemblee.brussels/ideale>

forcément un modèle idéal. Ce n'est pas idéal d'avoir un sénat citoyen, ni de conserver des partis et des élections, mais c'est understandable et c'est une étape intéressante et faisable. »

Fin 2023, quelques membres du mouvement ont tenté l'aventure en se présentant aux élections fédérales, toujours sous le nom d'Agora. Si de nouvelles énergies ont rejoint Agora, l'engouement n'a pas été aussi fort que la première fois - alors que le défi d'une telle campagne était encore plus grand - et Agora n'a pas obtenu d'élu.

Au final, un pari gagné ?

Oui, par rapport à l'objectif initial qui était de montrer l'utilité de l'implication des citoyen·ne·s dans la création de propositions politiques. La centaine de recommandations issues des quatre assemblées montre la capacité des citoyen·ne·s à se prononcer de manière raisonnée et raisonnable sur une diversité de sujets. Pepijn a également eu un rôle, comme chef de groupe, pour pousser à des pratiques plus démocratiques au sein du Parlement.

Oui, comme action collective menée par des citoyen·ne·s se réunissant autour d'un objectif louable : faire évoluer la démocratie et la considérer non comme une réalité figée, mais comme un outil devant évoluer pour répondre au défi du vivre ensemble.

Cette expérimentation, basée sur l'implication de tou·te·s selon leurs besoins et possibilités, a connu des écueils. Vivre une telle expérience collective demande des compétences et du temps que les Agori n'ont pas suffisamment pris pour éviter des départs, des burn-out, l'entre-soi et des frustrations qui ont érodé l'énergie présente dans le mouvement.

Le temps a manqué pour atteindre une réelle institutionnalisation des assemblées citoyennes et en faire un outil permanent, autre que consultatif, qui s'inscrirait dans l'arsenal de moyens à disposition de la démocratie en Belgique. Même si, au regard de beaucoup, il est évident que c'est grâce à l'expérience d'Agora que des évolutions telles que les Commissions délibératives mixtes du Parlement francophone bruxellois et que l'Assemblée citoyenne pour le climat ont pu avoir lieu "à ce moment-là et de cette manière-là".

Messages pour d'autres

« C'étaient des moments hyper joyeux, plein de camaraderies et de célébrations. C'était du militantisme très joyeux et donc énergisant. On attendait les week-ends de travail avec impatience... Donc je dirais : Amusez-vous bien ! »

« Ici, l'approche c'était d'avoir un projet très concret et de proposer à plein de gens de rejoindre. Cela ne parle pas à tout le monde comme manière de faire. C'en est une parmi d'autres. Mais ici, ça a fonctionné. »

« Y a moyen de réaliser des choses ! Ce truc, on s'est dit que c'était possible, donc on l'a tenté - on a appelé ça un cheval de Troie -, on a eu envie de le faire, on s'est lancé·e·s et plein de gens y croyaient aussi. Des utopistes, y en a beaucoup. Et des utopies, on peut en réaliser certaines... qui ont leurs limites, s'arrêtent, ne suffisent pas à transformer la société. Mais on peut le faire ! »

« C'est important de célébrer chaque victoire et de se donner du fun dans l'aventure ! »

« L'impact d'une telle aventure n'est pas forcément mesurable, car il se situe à différents niveaux. Y a une série de gens pour qui ça a été un tremplin pour s'engager dans la vie, dans le militantisme, dans plein d'autres choses. »



Ressources utiles

- **Annexe 1 : (FR/NL) Coucou Agora! (FR/NL) Document de présentation envoyé aux nouveaux bénévoles** : https://www.periferia.be/Bibliomedia/PUB/EP2024/Agora_Annexes/01_Agora_Annexe_FRNL_CoucouAgora.pdf
- **Annexe 2 : (FR/NL) Petit Agora de bienvenue : description relativement détaillée du mouvement (identité, histoire, stratégie, fonctionnement interne)** : https://www.periferia.be/Bibliomedia/PUB/EP2024/Agora_Annexes/02_Agora_Annexe_FRNL_LePetit%20AgoraBienvenue.pdf
- **Annexe 3 : (FR) Mandat sous-gt recherche/observation/évaluation : description du mandat d'un sous-groupe de travail et de ses redevabilités envers le reste du mouvement** : https://www.periferia.be/Bibliomedia/PUB/EP2024/Agora_Annexes/03_Agora_Annexe_FR_MandatRechObs.pdf
- **Annexe 4 : (FR) Schéma donnant une vue d'ensemble des actions de l'organisation** : https://www.periferia.be/Bibliomedia/PUB/EP2024/Agora_Annexes/04_Agora_Annexe_FR_WGT%20AssemblyActivities.PNG
- **(FR) Petit guide pour lancer une liste citoyenne (par Youri de Kayoux)** : <https://citizenship.be/guide/cover.html>
- **(EN) Exploring the party as a forum and agent of deliberation: Inquiring the Agora case in Belgium (thèse sur Agora de Nino Junius chercheur en science politique)** : <https://researchportal.vub.be/en/publications/exploring-the-party-as-a-forum-and-agent-of-deliberation-inquirin>
- **(EN) Hacking the representative system through deliberation? The organization of the Agora party in Brussels article de Nino Junius, Didier Caluwaerts, Joke Matthieu & Silvia Erzee** : <https://researchportal.vub.be/en/publications/hacking-the-representative-system-through-deliberation-the-organi>
- **(FR) Qui dirige le parti délibératif ? Étude du cas d'Agora par Nino Junius pour l'ABSP (Association belge francophone de science politique)** : <https://absp.be/article/qui-dirige-le-parti-deliberatif-etude-du-cas-dagora/>
- **(EN) A Political Trojan's Horse: How Agora's Hack Allowed Citizens to Directly Shape Legislation** : <https://www.opengovpartnership.org/stories/a-political-trojans-horse-how-agoras-hack-allowed-citizens-to-directly-shape-legislation/>
- **(EN) Flatpackdemocracy : le Guide "Do It Yourself" d'un autre mouvement citoyen qui s'est présenté aux élections à Frome en Angleterre** : <https://eco-logicbooks.com/pages/flatpackdemocracy>
- **(EN) Rebooting Democracy (a Citizen's Guide to Reinventing Politics)** : <https://www.rebootdemocracy.org/>

Annexe 1 :



La démocratie, c'est le pouvoir du peuple. Autrement dit, le peuple est souverain, compte tenu de sa diversité. Chacun e dispose d'un droit égal à être entendue et à contribuer à la gestion de la société. Il-elle doit pour cela pouvoir utiliser les instruments du pouvoir, avoir la possibilité de prendre part aux débats et participer à la prise de décisions.

Notre système de démocratie représentative souffre actuellement d'un manque de légitimité et d'efficacité. Les gens ne se sentent plus vraiment représentés par leurs élu-es, qui ont de plus en plus de mal à remplir leur rôle.

L'assemblée tirée au sort que nous proposons permet de renforcer la démocratie en complétant le système politique actuel.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes un mouvement politique citoyen.

Que voulons-nous ?

Notre objectif est de promouvoir, mettre en place et institutionnaliser la participation citoyenne à travers le tirage au sort en politique, en particulier en Région Bruxelles-Capitale (RBC).

Que faisons-nous ?

Nous créons une Assemblée Citoyenne Bruxelloise (ACB). Cette assemblée, composée de citoyennes tirées au sort, est représentée par une députée au sein du Parlement bruxellois.

Pourquoi voulons-nous une assemblée tirée au sort ?

Entre autre pour donner une voix à la diversité bruxelloise, permettre un réel débat d'opinions, favoriser le développement de propositions désintéressées et encourager à long terme la politisation des citoyen·ne·s.

Il existe de nombreuses expériences positives de tirage au sort dans le monde et dans l'Histoire. À Bruxelles aussi nous pouvons nous réapproprier la ville !

Comment s'organise l'assemblée ?

L'assemblée est composée de personnes tirées au sort parmi la population bruxelloise. Les propositions qui en sortent doivent être prises en compte pour influencer les décisions parlementaires.

Comment fonctionne Agora?

Agora est en constante évolution, tout comme le monde (politique) avec lequel nous interagissons ! Afin d'intégrer le mouvement et de contribuer à son projet, il est bon de connaître quelques informations basiques à son sujet.

Le travail est organisé horizontalement, permettant ainsi à chaque membre d'y trouver sa place: bénévoles, employé es, membres actif-ves, petits coups de main...

Nous nous organisons en groupes de travail (GT) ayant chacun leur propre spécificité. De plus, un moment collectif, appelé l'inter-GT, est prévu afin que les membres de chaque GT se retrouvent et partagent les informations importantes.

Evidemment, nous disposons de plusieurs outils et méthodes pour co-construire ce projet : méthodes d'intelligence collective, outils informatiques...

Envie d'en savoir plus et de découvrir comment rejoindre le mouvement ?

Envie-nous un mail à contact@agora.brussels.